



N°153 | du 16 au 30 Mars 2016

A partir du 29 février

Consomme et gagne

moov promo conso

60 jours pour gagner 6 voitures !

Tape *500# pour connaître ton objectif de consommation.

moov no limit

POLITIQUE

ELECTIONS LOCALES



P.2



NOUVEL AXE DE CONVERGENCE POUR L'OPPOSITION ?

Politique

P.3

VOYAGES PRESIDENTIELS LA NAUSEABONDE POLEMIQUE

International

P.6

DUEL ZINSOU-TALON QUAND LA «RUPTURE» SE PRÉCISE

Invité Spécial

P.7

STANISLAS BABA, MINISTRE,
CONSEILLER DU PRÉSIDENT DE LA
RÉPUBLIQUE ET COORDONNATEUR
NATIONAL DE LA CELLULE (MCA)



Culture

P.14

INTERVIEW / LAURENCE MONTCHO



Editorial

infos N°153 | du 16 au 30 Mars 2016

✎ Kokouvi Ekpé AGBOH AHOUELETE

HORREUR A GRAND BASSAM

Après Bamako et Ouagadougou, les islamistes d'AQMI ont frappé ce 13 mars la station balnéaire de Grand-Bassam, à 40 kms d'Abidjan. Si tous les observateurs considéraient qu'un attentat était fort probable en Côte d'Ivoire, beaucoup l'attendaient d'ailleurs, la sécurité avait été renforcée depuis plusieurs mois et les forces de défense ainsi que les services de renseignement étaient sur les dents.

L'un des enseignements de cette abominable attaque est qu'après le Maghreb, l'Afrique de l'Ouest semble être devenue un des théâtres d'opérations du groupe jihadiste. Et qu'il faudra donc s'habituer à cette menace, sans pour autant tomber dans la psychose, avec cette conviction que demain peut être le tour d'autres pays de la sous-région. Le second est la capacité de ces Salafistes, visiblement bien organisés, à s'adapter et à attaquer les sites en considération des faiblesses des différents systèmes sécuritaires. L'accès aux hôtels étant devenu aujourd'hui très contrôlé, ils ont choisi de contourner cette difficulté en effectuant un carnage sur une plage, facilement accessible.

De fait, cette situation appelle au renforcement de la coopération sous-régionale, régionale et internationale dans une grande coalition contre l'horreur. Nos pays, quelque avertis qu'ils fussent de la menace, et en dépit de la volonté politique affirmée, ne pourront individuellement apporter une réponse efficace et définitive au phénomène. Cette démarche est essentielle au vu du lourd tribut, en plus du bilan humain, que la zone paierait sur le plan économique si le terrorisme devrait s'installer pour une longue durée. L'unanimité dans la condamnation et l'unité dans la compassion pourront être les moteurs d'une riposte concertée et collective à ceux qui n'ont aucun respect pour la vie humaine.

Les populations devront quant à elles intégrer la nécessité de changer leur mode de vie et leurs habitudes. Et accepter des mesures contraignantes mais nécessaires qui garantissent une meilleure sécurité, même si le risque zéro n'existe pas. Tout ceci en trouvant le juste équilibre entre l'exigence sécuritaire et le respect des libertés publiques.

La bonne compréhension de cette équation sera gage de réussite de cette lutte qui s'inscrit indubitablement dans la durée et dont le soutien des citoyens ouest-africains doit donc être le socle.

ELECTIONS LOCALES : NOUVEL AXE DE CONVERGENCE POUR L'OPPOSITION ?

L'organisation des élections locales et la mise en œuvre des réformes politiques sont au cœur du nouveau bréviaire de l'opposition togolaise. Chorus circonstanciel en attendant les habituelles dissensions...

La polémique à propos du statut de chef de file de l'opposition en est presque passée à la trappe. L'organisation des élections locales semble cristalliser toutes les attentions en ces premiers mois de 2016. Un peu comme si, dans les principales officines de l'opposition togolaise, on s'était donné le mot pour concentrer le discours sur cette perspective après le spleen consécutif aux présidentielles d'avril 2015 et son corollaire de frustrations et de déchirements internes. Le Président Faure Gnassingbé n'a-t-il pas lui-même allumé la mèche de cette ruée vers les locales lors de son discours de fin d'année, faisant de cette échéance, un point essentiel du calendrier politique de 2016 ? « De nouvelles étapes seront franchies dans le processus de réformes politiques et de décentralisation. Ceci nécessite de donner corps à la commission sur les réformes constitutionnelles et institutionnelles et d'amorcer la mise en œuvre de la feuille de route relative à la décentralisation et aux élections locales », avait-il alors souligné, non sans avoir prédit que « l'année 2016 ne sera pas de tout repos ». Suffisant pour que les décodeurs y lisent le déclenchement d'un compte à rebours vers l'organisation imminente des élections locales ? Tout porte à le croire, et pour une classe politique sevrée de débats politiques de fond depuis la dernière présidentielle, l'occasion était trop belle de retrouver un peu de grain à moudre. « Les locales » comme on dit ici deviendront donc le centre d'intérêt majeur de la communication politique en ce début d'année.

Stratégie de communication?

Mais pour les principales formations politiques de l'opposition, pas question de rompre avec une stratégie de communication polémique. Pour cela, pas besoin de chercher loin. La boîte à outil habituelle est



Jean-Pierre Fabre (A gauche) et Brigitte ADJAMAGBO (A droite)

là, prête à l'usage, et le bouc émissaire tout trouvé pour l'estocade. Comme à l'accoutumée, c'est à l'Alliance nationale pour le changement (ANC) de Jean-Pierre Fabre, auréolé de son nouveau statut de chef de file de l'opposition, que revient l'honneur d'ouvrir le feu : « L'ANC exige l'élaboration d'un calendrier et d'un chronogramme consensuels, pour la préparation et l'organisation effective et rapide des élections locales », précise le parti dans un communiqué le 10 février dernier en dénonçant pêle-mêle la militarisation à outrance du pays, le renouvellement des délégations spéciales et le refus de mettre en œuvre les réformes politiques.

Quelques jours plus tard, c'est le Président national du parti lui-même qui doit monter au créneau pour remonter les bretelles au ministre de l'Administration territoriale, de la décentralisation et des collectivités locales après une rencontre entre les deux hommes « ...Fidèle à son habitude, le gouvernement cherche à surprendre et à imposer unilatéralement les modalités, les conditions ainsi que le calendrier des élections locales, de manière à en dévoyer le caractère républicain et démocratique

», écrit le patron de l'ANC qui ne rate pas l'occasion de fustiger ce qu'il nomme « un nouveau coup de force électoral en perspective. »

d'avoir un agenda secret en vue de se tailler la part du lion dans le cadre de ce scrutin. En l'absence d'un calendrier officiel et même d'indicateurs

Si d'aucuns misaient sur des chances d'une mutation en profondeur des vieilles recettes, les discours et les postures de ce début d'année se chargent de doucher leurs espoirs. Dans un mimétisme touchant, on se passe le mot, et les habitudes font le reste.

Le Gouvernement en ligne de mire

La Convention démocratique des peuples Africains (CDPA), partenaire de L'ANC au sein de CAP 2015 (une coalition mise en place pour les dernières présidentielles), n'est pas du reste dans cette levée de boucliers : « il est urgent d'organiser les élections locales, mais aussi de procéder à des réformes », a indiqué Pascal Adoko, le Secrétaire général-adjoint du parti lors d'une récente tournée dans la capitale togolaise et ses environs. « Nous n'accepterons pas les découpages fantaisistes à l'instar des découpages lors des élections législatives », a-t-il prévenu. On n'aura pas beaucoup de peine à deviner le destinataire de cette diatribe. Le gouvernement et les institutions impliquées dans l'organisation des élections sont suspectés de jouer les prolongations ou

substantiels concernant ces locales, ces prises de positions présentent l'avantage d'alimenter un microcosme politique atone depuis quelque temps.

Plusieurs formations politiques réputées proches de l'opposition, notamment le Comité d'Action pour le Renouveau (CAR), n'ont pas encore joint leur voix à cet axe de convergence ; la thèse qui revient néanmoins avec insistance chez les commentateurs de cette situation, est que l'opposition se trouve là dans la posture victimaire qui lui est familière jusqu'à la dislocation de cette éphémère union d'intentions. Coutumière de noces sans lendemains, l'opposition togolaise peine, depuis des années, à traduire dans les actes un credo déclamé à cor et à cri : s'unir pour réaliser l'alternance dans le pays. En l'occurrence les effets soporifiques de l'enchantement fonctionnent jusqu'à la veille des élections. Puis d'un coup, les querelles de personnes, les velléités égocentriques reprennent le dessus, transformant les partenaires de ce chorus en défenseurs acharnés de leur chapelle respective.

CRISE AU CAR : M^e AGBOYIBO A LA SOLUTION

✎ Ayi d'ALMEIDA

La grave crise que traverse pour la première fois la troisième force politique du Togo, a largement débordé désormais l'intimité du parti pour être commentée sur la place publique. Si les positions semblent irréconciliables et les couteaux trop aiguisés pour être remis aux fourneaux, il subsiste tout de même un infime espoir, qu'explique la longue histoire commune des protagonistes. Pour l'entretenir, un seul a véritablement la main : Me Yawovi AGBOYIBO.

Passée la période de déni et de tentative d'étouffement de la fronde, les deux camps nés de la crise au Comité d'Action pour le Renouveau (CAR), s'affrontent dorénavant à visage découvert et assument leurs positions. Les quelques cadres qui affichent leur neutralité sont considérés comme des « mous » et en réalité des soutiens à Me Yawovi AGBOYIBO : « dans ce genre de situation, il n'y a pas de place pour les tièdes qui, au fond, sont du côté du retour par la force mais n'osent pas l'assumer », commente ce cadre, proche de Me Dodji APEVON.

De fait, recoller les morceaux passera nécessairement par la renonciation par l'ancien Premier ministre à ses ambitions de reprendre les rênes du parti. A 70 ans passés et après avoir dirigé le CAR pendant dix-sept (17) ans, il lui sera difficile de convaincre que l'avenir de cette formation passe par son retour aux commandes. A l'heure où le renouvellement de la classe

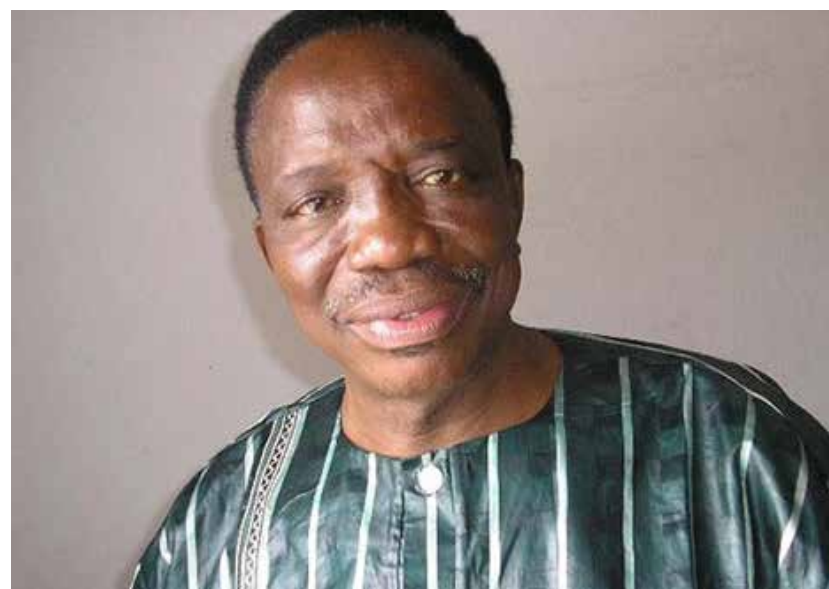
politique est devenu autant une exigence que le besoin d'élaborer un projet de société cohérent pour chaque leader, le désir d'AGBOYIBO ne peut être que prétexte et illusion, d'autant plus que la génération qui suit celle de l'actuel président du parti, a attendu patiemment son heure.

Aussi, l'ancien bâtonnier devra-t-il user de toute l'expérience qui est la sienne, mais également utiliser la figure emblématique qu'il incarne, pour ramener apaisement et sérénité au sein du parti. Cela induit le respect scrupuleux des dispositions statutaires et l'arrêt des démarches aventureuses et personnelles, comme l'instauration d'une période transitoire non prévue par les statuts. Le congrès devra être le recours pour trancher la question de la ligne politique et légitimer les futurs dirigeants, oints par les suffrages des militants. Pour éviter l'implosion vers lequel tend inéluctablement le CAR, le « Bélier de Kouvé » doit prendre l'initiative

d'un « cessez-le-feu », en déposant en premier les armes ; étant non seulement la référence tutélaire du parti, mais aussi l'origine et la cause de la crise.

DIVERSION :

Pour l'heure, la sagesse semble avoir déserté le camp de l'ancien président de la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH), qui reste arc-bouté sur son ambition de revenir au premier plan. Pour se faire, il tente d'accréditer l'idée d'un Dodji APEVON, en déphasage avec les orientations pertinentes dont le parti a besoin, et tenté par une aventure populoradical aux côtés de Jean-Pierre FABRE, le président de l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC). Me AGBOYIBO se pose donc en défenseur de la ligne et des valeurs du CAR et met à contribution certains médias, il est vrai, ultra-minoritaire sur le sujet. La stratégie de clouer au pilori les empêcheurs de tourner en rond en les



désignant comme des cinquièmes colonnes au sein du parti, est ainsi jouée à fond. On murmure qu'en 2010, Me APEVON aurait choisi FABRE plutôt qu'AGBOYIBO comme candidat du Front Républicain pour l'Alternance et le Changement (FRAC), constitué à l'époque à Paris sur l'initiative de l'ancien ministre François BOKO et dont l'objectif non atteint, était de désigner un candidat unique lors de la présidentielle face à Faure GNASSINGBE. Il est supputé sur le fait qu'il aurait même battu campagne pour lui, contre le président d'honneur, pourtant candidat. Ce n'est pas la première

fois que l'accusation d'intelligence avec l'ennemi est portée contre des responsables du parti. Au cours d'une réunion du présidium en début d'année, trois d'entre eux ont été ainsi tancés sur leur proximité suspecte avec le parti au pouvoir, l'Union pour la République (UNIR). « Qui va noyer son chien l'accuse de rage », commente l'entourage de Me APEVON qui parle de diversion pour éviter la sanction sans appel du congrès. Car ils en sont convaincus, la position de Me AGBOYIBO est intenable et ultra-minoritaire ; ce que démontrerait l'organisation d'un congrès.

VOYAGES PRESIDENTIELS : LA NAUSEABONDE POLEMIQUE

L'envie et la jalousie ont toujours été mauvaises conseillères et peuvent difficilement faire bon ménage avec l'exigence du professionnalisme. Cette dernière est une notion qui a depuis longtemps déserté certaines rédactions, si tant est qu'elles l'aient déjà rencontrée tout au long du chaotique et emprunté parcours professionnel de leurs premiers responsables. Il est vrai que lorsque ces personnes ne s'embarrassent pas des règles élémentaires de grammaire et qu'elles s'assistent allègrement sur les exigences syntaxiques, pourtant indispensables à la bonne compréhension des articles offerts à la lecture, il est vain de convoquer l'éthique et la déontologie devant elles.

Parmi les polémiques qu'ils ont l'art de créer superficiellement, il y a celle récente des voyages présidentiels. Dans une envolée truffée de toutes sortes de fautes, grammaire, vocabulaire, syntaxe, concordance de temps etc., et surtout avec des relents nauséabonds de tribalisme, il a été soutenu que les journalistes qui accompagnent la délégation officielle lors des voyages du Président de la République, sont choisis sur des bases ethniques et tutti quanti.

Pourtant, une élémentaire recherche qui aurait, il est vrai, exigé un effort intellectuel au-delà de leur portée, aurait abouti à des conclusions différentes et évité des affirmations aussi gratuites qu'infamantes. Le tableau ci-dessus illustre bien le caractère hasardeux et scandaleux d'un texte qui relève de tout sauf du travail journalistique. De fait, même si numériquement ils sont plus nombreux dans la profession, la liste des professionnels des médias ayant voyagé avec le Pré-

sident de la République entre 2005 et février 2016, établit que 63% sont issus de la partie méridionale du pays, contre 19% de kabyès, contrairement aux allégations publiées. En outre, la localité de provenance de la Directrice de Cabinet, décrite comme

fournissant le plus important lot de journalistes sur les voyages officiels aux côtés de Kara, n'en a fourni que 6%. Le plus extraordinaire dans cette cabale, est que ses instigateurs font partie de cette liste et qu'au surplus, ne sont pas originaires des localités

indexées.

Il faut dire que les participants aux voyages officiels relèvent de la seule compétence des services de la présidence de la République. Si ceux-ci ne communiquent pas sur les critères de sélection, il est constant que cer-

tains comportements peuvent vous en fermer définitivement les portes. Comme par exemple de ne faire aucun article sur l'objet du voyage au retour ou encore laisser une facture « salée » de téléphone et d'extras (minibars) à la charge de la délégation.

Tableau récapitulatif exhaustif des journalistes ayant voyagé avec le Chef de l'Etat de 2005 à février 2016.

Nom et Prénoms	Organe	Appartenance ethnique
Dimas Daikodo	Forum de la Semaine	Ewé
Lolo Lawson	Flambeau des Démocrates	Ewé
Tchaboré Bouraima	Le Messenger	Bassari
Antoine Afanou	Nana FM	Ewé
Hyscinthe Gblédjro	Nana Fm	Ewé
Ferdinand Abignon	Nana Fm	Ewé
Germain Pouli	Togo Réveil	Kabyè
Germain Ayivi	Péroquet	Ewé
Olivier Adja	Alfrepress	Ewé
Jean-Paul Agboh-Ahouélé	Focus Infos	Ewé
Amouzouvi Kouamivi	Le Changement	Ewé
Eric Johnson	L'Union pour la Patrie	Ewé
Fabrice Petchézi	Le Libéral	Kabyè
Dominique Alizou	Chronique de la Semaine	Kabyè
Carlos Kétohou	Indépendant Express	Ewé
Jochim Agbétim	Victoire Fm	Ewé
Eric Gato	Fréquence 1	Ewé

Sam Djobo	L'Eveil de la Nation	Tem
Michel Tchadja	Waraa	Kabyè
Crédo Tetteh	Le Médium	Ewé
Gerard Weissan	Sika	Ewé
Mathieu Mouzou	Zéphyr fm	Kabyè
Fatima Kouma	Zéphyr fm	Ewé
Augustin Assiobo	Tingo Tingo	Ewé
Jérôme Sosso	Triangle des Enjeux	Ewé
Augustin Amégan	Canard Indépendant	Ewé
Didier Ledoux	Liberté	Ewé
Sas Gawou	Kanal fm	Ewé
Holonou Hounkpati	Carrefour	Ewé
Bawa Ganiou	Echos d'Afrique	Tem
Augustin Sizing	Echos du pays	Kabyè
Vivien Tonny	Plume Libre	Ewé
Tchagnao Arimiyao	Nouvelle Opinion	Tem
Ghislain Boukpézi	Le Guide	Kabyè
Alphonse Ken	Kanal fm	Ewé
Aimé Ekpé	Equipe Sportive	Ewé
Joseph Gadah	Economie&Développement	Ewé
Abass Mikadma	Le Regard	Tem
Abass Saïbou	Le Magnan Libéré	Tem
Apollinaire Mewénémessé	La Dépêche	Kabyè
Magnétine Assindah	Le Clairon	Lamba
Kasséré Pierre Sabi	Ancien DP Matinée	Kaboli
Atcha Tanko	Lettre de la Kozah	Tchamba
Gilles Boko	New Word TV	Ewé
Messan Lucien	Combat du Peuple	Ewé
Ambroisine Mémédé	Savoir News	Ewé

CAPITAINE BESSI-KAMA, IDENTITÉ REMARQUABLE DANS LA GRANDE MUETTE

«J'AI AINSI AIDÉ LES FEMMES EN BRISANT LE TABOU»

Première femme recrutée au sein des Forces Armées Togolaises en 1996, elle a aujourd'hui le grade de Capitaine et parle de son métier avec une ferveur qui en dit long sur un tempérament en acier. Portrait d'une amazone polyvalente.

« Adolescente, j'étais très sensible à la douleur des autres et prête à braver tous les dangers pour prodiguer soins et tendresse. La vue des images des enfants malnutris d'Éthiopie diffusées à l'époque par la télévision nationale a suscité en moi le désir d'être médecin. Je me demandais s'il n'y avait personne pour aller secourir ces enfants et mon père m'a suggéré qu'avec la carrière militaire, j'avais la possibilité de porter assistance aux démunis, aux plus faibles », confie le capitaine BESSI KAMA Lidi sur son choix de carrière.

Coup de destin ou heureux hasard ? En 1996, elle fait partie des premières filles à être reçue à l'Ecole des Services de Santé de l'Armée de Lomé (ESSAL). Alors qu'elle n'avait que 17 ans, elle fut admise dans cette école pour y recevoir une formation médicale et militaire. En compagnie de 15 jeunes gens dont 4 filles, elle passe huit ans au sein de cette école réputée pour sa rigueur et sa discipline.

« C'est comme ça que je suis venue dans cette famille qui m'a appris la discipline, la confrérie, le respect de l'autre et bien d'autres valeurs », confie-t-elle. Depuis, celle qui est également « docteur » a fait de l'armée sa seconde famille. De ces huit années passées à l'ESSAL, le Docteur-Capitaine BESSI-KAMA Lidi épouse GUMEDZOE garde de bons souvenirs et de moins bons, notamment l'initiation au parachutisme en passant par la « Formation Élémentaire Toute Arme » à Kara.

La première en tout...

Après sa formation de base, BESSI-KAMA, présente sa thèse de doctorat en 2005 sur l'asthme, devenant ainsi, la première femme officier de grade de capitaine dans l'armée togolaise. Un diplôme qui est l'accomplissement de son ambition, celle de concilier deux métiers qui lui plaisent à savoir la médecine et l'armée.

Après sa soutenance, son premier poste d'affectation est le Centre médical des familles des forces armées Togolaise (CMFAT). De cette affectation elle garde une anecdote. Elle a remarqué qu'à chaque fois que les infirmiers sortent de leurs voitures, ils sont accueillis

par les soldats qui prennent leur sac, mais lorsqu'il s'agissait d'elle aucun soldat ne venait à sa rencontre. Décidée à connaître la raison de cette attitude, elle s'est entendue dire que pour certains militaires, prendre le sac d'une femme alors que leurs épouses viennent en consultation serait mal vu. La réaction a été immédiate : « si vous prenez les sacs des hommes c'est que vous devez prendre les sacs des femmes ! Il n'y a pas de honte à cela ! Je suis votre chef et ça s'arrête là », leur a-t-il lancé en substance. Et depuis ce jour-là l'attitude de ces militaires a progressivement changé à son égard.

Mais l'une des expériences les plus exaltantes de sa formation militaire reste le saut en parachute. En 1999 alors qu'elle était en 3ème année, il fallait obligatoirement faire le saut en parachute en avion à une altitude de 600 m. Une expérience aussi agréable que périlleuse pour la jeune femme. Il fallait s'armer de courage pour montrer aux hommes que le statut de femme officier était mérité.

Le jour J malgré ses angoisses, elle a n'a pas craqué, surmontant une appréhension partagée par d'autres camarades. « Si je ne réussissais pas, je pourrai plus m'imposer puisqu'on va dire que je suis une femmelette qui a désisté au moment où on cherchait les vrais hommes », relate-t-elle avec une fierté non dissimulée.

« J'ai ainsi aidé les femmes en brisant ce tabou », souligne-t-elle.

Cette réussite, le capitaine BESSI KAMA la doit aussi à l'accompagnement et à l'encouragement de ses moniteurs.

Outre ce couronnement, elle a obtenu en 2007, le certificat militaire de premier degré d'Anglais. L'année suivante elle obtient à Marseille, au terme d'un stage d'application, le Brevet de médecine de mission extérieur (BMEX 2008). Pionnière, elle a fait beaucoup d'émules qu'elle suit personnellement. Même si elles ne parviennent pas toutes à devenir médecins militaires, elles réussissent quand même dans leurs carrières respectives parce qu'elles ont un modèle.

Mais tout n'a pas été facile. A l'époque, il n'y avait pas de femmes militaires. Les pesan-



teurs socio-culturelles avaient la vie dure. Les clichés concernant le rôle des femmes dans la société étaient encore poignants. Son entourage porte toujours sur elle un regard d'admiration en tant que femme militaire. Quant à ses supérieurs hiérarchiques, ils apprécient ses compétences professionnelles et l'esprit de discipline qu'elle observe en toute circonstance, témoigne le Colonel Djibril Inoussa. Cette dame qui porte le grade de capitaine depuis 2009 nourrit l'ambition de gravir les différents échelons de l'armée et être utile à son pays.

Engagement dans le milieu sportif et associatif

Diplômée en médecine du sport, BESSI-KAMA Lidi est très engagée dans le domaine sportif et associatif, surtout religieux où elle apporte sa contribution à l'émancipation de la jeune fille.

Elle est cette voix féminine qui résonne au sein de plusieurs regroupements sportifs. Depuis 2006, elle est la Représentante du Togo à l'Organisation Régionale Antidopage (ORAD) zone II et III. A ce titre, depuis le 23 Juillet 2015, elle assure la présidence de cette zone qui regroupe 10 pays. En 2009, elle est élue membre de la Commission Médicale de Confédération Africaine de Hand Ball (C.A.H.B.). En

2009, elle a reçu le trophée CIO Sport et lutte contre le dopage. A deux reprises, ce Chevalier de l'Ordre National du Mérite a été du présidium du Forum national de la femme togolaise.

Mme Epiphane Houmey Eklukoévanu, la Coordinatrice du Groupe de réflexion femme démocratie et développement (GF2D) qui a eu à la côtoyer à plusieurs reprises témoigne : « C'est une femme exceptionnelle et pionnière dans son domaine. Une personne très assidue au travail. Elle est très organisée pour allier sa vie professionnelle et son engagement social au service d'autres femmes ».

Cette amazone des temps modernes et mère de deux enfants, considère qu'elle a eu la chance d'épouser un « homme en uniforme » qui fait le même métier qu'elle et qui en connaît les exigences.

« La difficulté c'est que moi je travaille

triplement. En tant que leader je dois maintenir un certain cap, je dois donner le meilleur de moi-même parce qu'il y a d'autres qui croient en moi. Je dois montrer la voie, je dois tenir, je dois réussir sur le plan professionnel », explique-t-elle.

Une résolution qui transcende largement le milieu professionnel pour embrasser la sphère privée et familiale : « Je m'efforce d'être présente dans la vie de mes enfants, de leur donner l'amour et leur inculquer la rigueur indispensable à leur épanouissement ». Comme partout ailleurs dans le monde, la vie d'une femme au sein des forces armées n'est pas chose aisée, ceci en raison parfois d'éléments inhérents à la condition féminine.

Mais BESSI-KAMA Lidi réussit à s'imposer dans un monde encore bien dominé par les hommes malgré les efforts des autorités pour promouvoir les femmes.

QUELQUES CHIFFRES CLÉS CONCERNANT LES FEMMES DANS LES FAT

Année du recrutement de la 1ère femme militaire : 1996
Taux de féminisation de l'armée togolaise : 4.92%.
Proportion des hommes par rapport aux femmes : 95.08%.
Répartition des femmes par armées.

Armée de Terre = 3.78%,
Armée de l'Air = 5.31%,
Marine Nationale = 8.04%,
Gendarme Nationale = 5.98%.
Répartition par grades :
Officiers : 0.37%
Sous officiers: 1.20%
Militaires de rang : 3.33%

TERRORISME :

Yao SOUROU

LA CÔTE D'IVOIRE REJOINT LES PAYS VICTIMES DES « FOUS »

Désormais en Afrique de l'Ouest, le terrorisme fait la pluie et le beau temps. Récemment touchés par ce mal, le Mali et le Burkina-Faso comptent désormais la Côte d'Ivoire comme sœur de malheur. La station balnéaire de Grand Bassam, à l'Est d'Abidjan, a été attaquée dimanche 13 mars par des hommes armés. Occasionnant plus d'une dizaine de morts.

Cette attaque terroriste a été revendiquée par Al Qaida au Maghreb Islamique (AQMI). Dans l'après-midi de ce dimanche 13 mars, près de la plage de l'Hôtel l'Etoile, trois assaillants armés ont ouvert le feu sur plusieurs personnes. Sur le coup, au moins une dizaine d'entre elles sont tuées. L'armée intervient et tue les trois terroristes.

Le président ivoirien qui s'est rendu sur les lieux, a dénoncé une attaque lâche. « Je présente mes condoléances aux familles des personnes assassinées. Je suis fier de nos forces de l'ordre qui ont réagi rapidement », a déclaré Alassane Ouattara. Selon plusieurs témoins, les assaillants qui criaient Allah Akbar sont arrivés sur la plage et ont ouvert le feu au hasard. Des ressortissants maliens, burkinabé, français, allemands figurent au nombre des tués.

En fin de soirée, un communiqué d'AQMI écrit en arabe est diffusé via l'application Telegram. L'organisation terroriste revendique l'attaque. Depuis, le dispositif sécuritaire a été renforcé sur toute l'étendue du territoire ivoirien.

Pourquoi la Côte d'Ivoire ?

C'est la première fois que le pays est la cible d'une attaque contre une zone touristique, alors que le secteur se remet lentement de 10 ans de crise socio-politique. Ville historique et fort touristique,

mun.

Quand le terrorisme devient pandémie

Cette attaque rappelle celle d'un hôtel à Sousse (Tunisie) qui a fait



Un soldat ivoirien patrouillant sur la plage de Grand Bassam après l'attaque

ancienne capitale coloniale sur la côte du Golfe de Guinée, Grand Bassam abrite plusieurs hôtels fréquentés par des expatriés. Le long de cette plage connaît une affluence de la population en fin de semaine.

Dans une interview au site mauritanien Al Akhbar en janvier, un chef d'Aqmi, Yahya Abou El Hamame, menaçait les pays alliés de l'occident. Pour rappel, la Côte d'Ivoire participe à la force de l'ONU déployée au Mali. Aussi, un peu plus de 550 militaires français sont stationnés dans les environs d'Abidjan.

Pour l'expert mauritanien des mouvements djihadistes, Isselmou Oulud Salihi, l'attaque d'AQMI en Côte d'Ivoire était plus que prévisible. Plus aucun pays n'est à l'abri de ces attaques terroristes, surtout ceux du Golfe de Guinée. Il urge de prendre des mesures et de s'unir contre un ennemi com-

38 morts le 26 juin et revendiquée par l'EI, et plusieurs autres en Afrique de l'ouest visant des étrangers : l'hôtel Radisson Blu de Bamako le 20 novembre ou l'hôtel Splendid et le café Cappuccino de Ouagadougou le 15 janvier qui avaient fait 20 morts. Selon le spécialiste des réseaux djihadistes Wassim Nasr, « les terroristes ont toujours voulu pousser les attaques d'AQMI vers le sud. Ils sont ceux qui ont commandités les attaques de Ouagadougou et de Bamako. Cela s'inscrit dans la continuité de la lutte au Sahel, dans une guerre qui cible les lieux fréquentés par les Etrangers, notamment Occidentaux et déstabilise les économies de ces pays africains ».

Au Togo, le gouvernement a renforcé, depuis des mois, le dispositif sécuritaire dans tout le pays. Les autorités conseillent à tous les Togolais de rester vigilants pour prévenir ces actes de barbarie.

L'ASSOCIATION DES HISTORIENS ET ARCHÉOLOGUES VEUT JOUER SA PARTITION DANS LE PROCESSUS DE RÉCONCILIATION AU TOGO

Arthur TCHAMDJA (Stagiaire)

Le Centre d'Etudes et de Recherches sur les organisations, la Communication et l'Education (CEROCE) en collaboration avec l'Association des Historiens et Archéologues du Togo (AHAT) et l'Université de Lomé ont tenu un séminaire final, le jeudi 10 Mars 2016, à l'auditorium de l'Université de Lomé. Il s'agit de vulgariser les résultats du projet de recherche sur le thème retenu « Ethnicité, crises sociopolitiques et processus de réconciliation nationale au Togo ».



Mme Anaté Koumealo remettant un exemplaire de l'ouvrage à l'ambassadeur de l'UE

Pour la directrice du CEROCE et co-auteur de cette étude, la vulgarisation des résultats ont pour but de permettre aux Togolais de se les approprier afin de contribuer à promouvoir le sentiment national, les valeurs communes et les principes de l'Etat de droit pour un meilleur vivre-ensemble.

Un travail pluridisciplinaire et transdisciplinaire ont permis la publication de deux ouvrages : un ouvrage scientifique de 440 pages et un ouvrage de synthèse d'une centaine de pages. L'ouvrage de synthèse permettra un accès facile au grand public et par là permettra la vulgarisation des recherches.

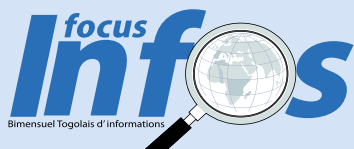
Les résultats auxquels les recherches ont abouti sont diverses et variés au regard des problématiques que soulève chaque question. « Beaucoup ne comprennent pas bien les notions d'ethnie, d'ETAT-NATION, d'ethnisme; ce qui peut être source de conflits. Aujourd'hui ce sont les valeurs républicaines qui doivent prévaloir ; il faut donc une conscience nationale, un sens patriotique qui passe par l'éducation, la sensibilisation. Aussi les discours médiatiques sont à revisiter pour accompagner la cohésion

et la paix sociale », a déclaré Mme Anaté.

Pour l'ancienne ministre de la Communication, leur démarche peut aussi contribuer à l'aboutissement d'une justice équitable. L'étude aborde, en effet, comment rendre justice en mettant en avant le souci de la cohésion sociale.

Et dans ce sens le rôle des chefs traditionnels est fondamental comme celui des autres acteurs car détenant, non seulement, des pouvoirs traditionnels mais aussi administratifs. « Les problèmes fonciers peuvent être solutionnés à la base par le chef traditionnel, en impliquant les doyens ou le conseil des sages. Il y a des mécanismes coutumiers qui gèrent les crises qui apportent des solutions auxquelles la justice moderne a du mal à aboutir. Il est donc important que nous revisitions ces mécanismes », a encore indiqué Mme ANATE.

Notons que ce projet de recherche a été financé à plus de 90% du coût global par le PASCRENA (Projet d'Appui à la Société Civile et à la Réconciliation Nationale), qui est un programme de l'Union Européenne, avec un apport propre de l'AHAT-CEROCE de 10%.



Récépissé n° 0326 / 18 / 10 / 07 / HAAC du 18 / 10 / 07

Adresse : BP. 431 Lomé
Tél. +228 2235 7766 E-mail: focusinfos@yahoo.fr

• **Directeur de Publication**
Ekpé K. AGBOH AHOUELETE

• **Rédaction**

Albert AGBEKO : Secrétaire de rédaction
Ayi d'ALMEIDA : Resp. Desk Politique
Ibrahim SEYDOU

• **Collaboration**

Kossi THEMAMOU
Salomon WILSON
Francis Komi AYIDA

Essénam KAGLAN
Wilfried ADEGNIKA

• **Distribution**

Bernard ADADE

• **Maison du journalisme**

Casier N°49

• **Imprimerie**

Imprimerie 1 Rois 17
BP. 8043 Lomé Togo

Tél. +228 90054237
99587773

• **Conception**

Focus Yakou Sarl

Tél: +228 22 26 01 91

+228 22 19 78 20

Lomé Togo

• **Tirage**

2500 exemplaires

DUEL ZINSOU-TALON :

QUAND LA «RUPTURE» SE PRÉCISE

Plus de 4,7 millions de Béninois étaient aux urnes le 6 mars dernier pour élire parmi les 33 candidats en lice, le successeur du président Boni Yayi, qui boucle dix années à la tête du pays. Il remettra les clés du Palais de la Marina au nouveau locataire le 6 avril prochain.

Qui de l'actuel Premier ministre Lionel Zinsou et du riche homme d'affaires Patrice Talon, arrivés en tête de ce scrutin selon les résultats de la Cour Constitutionnelle succédera à M.Yayi ? Quelles sont les grandes leçons du premier tour de ce scrutin ? Les enjeux et pronostics du second tour ?

Selon les résultats publiés dimanche dernier par la Cour constitutionnelle (seule institution habilitée à donner les résultats officiels), l'actuel Premier ministre et candidat des Forces Cauris pour un Bénin émergent (Fcbe, la coalition au pouvoir) Lionel Alain Louis Zinsou-Derlin arrive en tête avec 858.080 des voix contre 746.528 pour le riche homme d'affaires Patrice Athanase Guillaume Talon.

Viennent ensuite, l'autre homme d'affaires Sébastien Germain Ajavon (693.084 voix), l'ancien président de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) Abdoulaye Bio Tchané (262.389), l'ancien Premier ministre Pascal Irénée Koupaki (177.251) et le général Robert Gbian (46.634).

Ces résultats confirment les «grandes tendances» publiées le 9 mars par la Commission Électorale Nationale Autonome (CENA), sauf de petits changements dans les suffrages obtenus.

Nombre de Béninois se demandaient si les résultats de la Cour n'allaient pas chambouler les chiffres de la Commission électorale, les votes des béninois de l'extérieur (environ 44.000), n'ayant pas encore été pris en compte.

Dans ses tendances, la CENA avait crédité M.Zinsou de 856.218 voix contre 746.798 pour M.Talon. Les jeux sont maintenant ouverts et place au second tour, prévu le 20 mars prochain. Selon l'article 45 de la constitution béninoise, «le président de la République est élu à la majorité absolue des suffrages exprimés. Si celle-ci n'est pas obtenue au premier tour du scrutin, il est procédé dans un délai de 15 jours (après le premier tour) à un second tour».

En cas de désistement de l'un ou de l'autre des deux candidats, le suivant se présente dans l'ordre de leur classement après le premier scrutin. Est déclaré élu au second tour, le candidat ayant recueilli la majorité relative des suffrages exprimés.

«Zinsou-Talon : c'est vraiment le grand duel. Le peuple a parlé à



Lionel ZINSOU (A gauche) et Patrice TALON (A droite)

travers les urnes, car les chiffres montrent clairement que la majorité des Béninois veut rompre avec le système Boni Yayi», a commenté Jean Marie Sedolo, directeur de publication de «la Presse du Jour», l'un des grands quotidiens au Bénin.

Lionel Zinsou en mauvaise posture!

Porté par les Fcbe (la grande coalition au pouvoir) et soutenu par les deux poids lourds de l'opposition, la Renaissance du Bénin (RB) du Maire de Cotonou Lehady Soglo et le Parti du Renouveau Démocratique (PRD) de Me Adrien Houngbédji, actuel président du Parlement, Lionel Zinsou gagnait même au premier tour sur papier, selon certains observateurs de la scène politique béninoise.

Ce dernier avait la faveur de tous les pronostics. Pire des cas, un meilleur score pour le second tour. Force est de constater que M.Zinsou n'a pu décrocher la majorité absolue, mais est fortement talonné par son challenger qu'il n'a dépassé que de 111.552 voix.

Pour des observateurs avertis, la

première grande leçon à tirer de ce premier tour est la détermination des béninois à tourner dos au système en place : la rupture.

Le président Boni Yayi a beaucoup tangué ces trois dernières années par trop d'improvisation dans les prises de décisions. Beaucoup de ses anciens collaborateurs lui re-

«Une lecture minutieuse des chiffres publiés par la CENA et la Cour constitutionnelle, nous montre clairement que les béninois sont fatigués du système qui les dirige. Durant son premier quinquennat, M.Yayi a vraiment donné espoir aux Béninois. Mais les choses ont commencé à tourner mal, au milieu de la deuxième année de son

sion. Il a d'ailleurs reçu en fin de journée du 13 mars à son domicile le couple Talon, réaffirmant ainsi son soutien à l'homme d'affaires pour le second tour.

Même son de cloche chez Abdoulaye Bio Tchané et Irénée Pascal Koupaki, arrivés en quatrième et cinquième position.

«Le plus important, c'est d'avoir compris que nous devons prendre un autre chemin, celui de la rupture d'avec le système de gouvernance qui décrédibilise l'action publique au Bénin, et qui crée les conditions favorables à la corruption, à l'impunité et à l'injustice. Le pouvoir pour le pouvoir ne m'intéresse pas. Mais le pouvoir pour le service du peuple, Oui», a affirmé sur sa page facebook M.Koupaki.

Sur papier, M.Talon part favori pour succéder à son ennemi public N°1. L'histoire va-t-elle encore se répéter en 2016 au Bénin où les partis politiques n'ont jamais gagné la présidentielle depuis l'avènement de la démocratie en 1990 ? Nicéphore Soglo (1991, sans parti politique à l'époque), Mathieu Kérékou (1996 et 2001) et Boni Yayi (2006 et 2011).

M.Talon est l'un des acteurs les plus puissants de la vie économique béninoise pour avoir fait fortune dans le coton. Longtemps très proche de Boni Yayi, il aurait même financé ses deux dernières campagnes électorales.

Mais les choses finiront par tourner mal entre les deux amis, le riche homme d'affaires, accusé d'être le cerveau d'une tentative d'empoisonnement du président en 2012, puis d'être impliqué dans une tentative d'atteinte à la sûreté de l'Etat en février 2013.

Ces différents dossiers abondamment relayés par la presse (nationale et internationale) avaient agité les milieux judiciaires et politiques durant des mois.

Sur le plan politique, l'opposition a toujours émis des doutes sur ce complot de tentative d'empoisonnement qu'elle a souvent qualifié de «mystérieux».

En mai 2014, le président Boni Yayi a décidé d'accorder son «pardon» à M.Talon, d'où son retour au bercail après deux années d'exil à Paris.

dernier quinquennat. C'est un vote sanction contre son «dauphin» et Boni Yayi doit tirer les leçons de ce scrutin», a confié Abou Rafiou, analyste politique.

«Actuellement, Lionel Zinsou est dans une situation délicate, car les chiffres sont très serrés au sommet du classement. Situation qui donne plus de poids au faiseur de roi, c'est-à-dire le candidat Sébastien Ajavon arrivé en troisième position», a confié Abou Rafiou, analyste politique.

Patrice Talon, favori pour le second tour

Sébastien Germain Ajavon, arrivé en troisième position avec 693.084 voix, a officiellement annoncé le 12 mars, lors d'une conférence dans un grand hôtel de la capitale économique béninoise, son soutien à M. Talon.

«Quoi qu'il en soit, nous sommes avec M. Patrice Talon et d'autres candidats dans la coalition de rupture. Nous avons pris l'engagement mutuel de soutenir celui d'entre nous qui sera présent au second tour. Quelque soit l'ordre d'arrivée, cet engagement sera respecté», a-t-il martelé.

L'homme ne changera pas de déci-

STANISLAS BABA, MINISTRE CONSEILLER DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ET COORDONNATEUR NATIONAL DE LA CELLULE MILLENIUM CHALLENGE ACCOUNT (MCA) :

✎ Jean-Paul AGBOH

« LE DÉFI MAJEUR POUR ÊTRE ÉLIGIBLE AU COMPACT CONSISTE À GARDER LE CAP DES RÉFORMES »

En décembre 2015, le Togo a été élu pour bénéficier des fonds du programme du gouvernement américain « Threshold » du Millenium Challenge Corporation (MCC). Dans la droite ligne de cette élection, une délégation de haut niveau du Conseil d'administration du MCC a séjourné dans notre pays du 29 février au 03 mars dernier. Le but de cette mission est d'échanger avec les autorités du pays et les acteurs en développement sur la manière dont le pays compte conduire le processus de formulation du programme « Threshold » et les défis pour atteindre le « Compact ». Pour le Coordonnateur National de la Cellule Millenium Challenge Account (MCA), M. Stanislas BABA, en deux ans, le Togo a fait des progrès considérables le hissant au rang de « Top performer » sur les indicateurs du MCC. « L'examen des scores révèle une trajectoire claire à la hausse sur la performance globale au cours des dernières années », a insisté M. Stanislas Baba qui est également revenu dans cette interview sur le bilan du séjour des experts du MCC au Togo, les réformes entreprises par le Togo et les défis qui restent pour atteindre le Programme « Compact ». Lecture...

Focus Infos : Une délégation de haut niveau du Conseil d'administration du Millenium Challenge Corporation (MCC) a séjourné au Togo du 29 février au 03 mars dernier. Quels étaient les objectifs de cette mission ?

Stanislas BABA : L'élection du Togo au programme Threshold est une performance réalisée sous l'impulsion du chef de l'Etat et je voudrais avant la poursuite de nos échanges lui exprimer toute ma reconnaissance pour sa volonté de changer notre pays, pour son désir ardent de faire du Togo une référence en matière de gouvernance. L'ambassade des Etats Unis à Lomé nous a été aussi d'une assistance utile dans le processus et nous les remercions par ailleurs. Je voudrais également exprimer ma gratitude à tous les partenaires de la cellule et du gouvernement togolais dont les efforts ont contribué à ce résultat.

Pour revenir à votre question, effectivement, une mission de Haut niveau du MCC a séjourné dans notre pays du 29 février au 03 mars 2016. Cette mission qui consacre le démarrage du processus de formulation du Programme Threshold du Togo, a pour objectif de prendre contact et d'échanger avec les plus hautes autorités du pays et les acteurs au développement (membres du gouvernement, responsables des sociétés d'Etat, secteur privé, société civile, partenaires techniques et financiers) sur l'éligibilité du Togo au Threshold et l'implication de ladite éligibilité sur le pays. Il s'est agi également d'échanger sur la manière dont le pays compte conduire le processus de formulation du programme Threshold et les défis pour atteindre le Compact.

F I : Quel bilan faites-vous de ce séjour des experts du MCC dans notre pays ?

S B : Comme je l'ai dit plus haut, au cours de son séjour à Lomé, la délégation du MCC a échangé avec les acteurs au développement. Ces échanges étaient ouverts et fructueux et ont permis aux hôtes d'être davantage informés sur les progrès réalisés dans le pays mais aussi sur les défis qui restent à relever. Ainsi à l'issue de la mission, j'ai noté que :

- les autorités ont réaffirmé leur engagement à poursuivre les réformes ;
 - l'ensemble des acteurs ont reconnu que le Togo a fait beaucoup de progrès même si des défis restent encore à relever ;
 - les réformes sont opérées et cela donne le sens d'énergie, d'enthousiasme et du potentiel à libérer pour le développement du pays ;
 - chaque togolais voit l'avenir avec positivité et réfléchit à la manière dont on y parviendra ;
 - le Togo regorge de beaucoup d'atouts (situation géographique, potentiel agricole, proximité avec la mer, etc.) à exploiter.
- Ce sentiment est également partagé par la délégation américaine.

F I : Quelles sont les prochaines étapes après la mission du MCC ?

S B : Après la prise de contact de la délégation MCC avec les acteurs togolais, la prochaine étape sera consacrée à l'analyse des contraintes à la croissance économique et à l'investissement privé. Cette analyse permettra d'identifier les secteurs prioritaires dans lesquels il faut investir les fonds du MCA pour avoir une croissance économique. A cet effet, un écono-



miste du MCC sera désigné et travaillera en étroite collaboration avec l'équipe togolaise pour réaliser cette étude diagnostique. Les résultats de cette étude serviront à formuler le

une trajectoire claire à la hausse sur la performance globale au cours des dernières années.

Ce succès est la preuve d'importantes

« L'examen des scores révèle une trajectoire claire à la hausse sur la performance globale au cours des dernières années »

programme proprement dit.

F I : Quels sont les critères et les réformes essentiels ayant permis au Togo d'être éligible au programme seuil, appelé Threshold ?

S B : Pour comprendre les critères ayant permis l'éligibilité du Togo au Threshold, il convient de rappeler que ce programme a pour but d'accompagner les pays ayant réalisé d'importants efforts en matière de réformes visant la croissance économique et la réduction de la pauvreté afin que ces pays puissent améliorer leurs indicateurs jugés faibles pour une qualification rapide au Compact qui est plus substantiel.

De fait, après deux ans d'efforts, le Togo vient de satisfaire aux conditions d'éligibilité au programme Threshold en validant plusieurs indicateurs, faisant ainsi de notre pays le « Top performer » sur les indicateurs du MCC. L'examen des scores révèle

de Chef de ménage, le vote de la loi portant Haute Autorité de prévention et de lutte contre la Corruption et les infractions assimilées, le vote du nouveau code pénal intégrant les aspects de répression de la corruption, les mesures en faveur de l'amélioration du climat des affaires, etc.

F I : Quelles sont les retombées pour les Togolais de l'éligibilité du pays au programme Threshold ?

S B : L'éligibilité au Threshold a des retombées pour le pays. Il faut d'abord noter que les réformes en matière du climat des affaires permettent au pays d'attirer les investisseurs. Par conséquent, le pays bénéficie d'un accroissement des investissements et donc de la promotion du secteur privé. Ces réformes sont une marque de confiance pour les investisseurs étrangers. Par ailleurs, les réformes en matière de droits politiques et libertés civiles, etc. indiquent que l'on peut investir sans risques. Toutes ces réformes rendent l'environnement des affaires crédible au Togo. Ceci concourt à la croissance économique et par ricochet à l'amélioration des conditions de vie des populations.

F I : Après le couronnement des efforts entrepris, quels sont les défis auxquels doit répondre le Togo pour atteindre le programme Compact ? Et quels sont les bénéfices qu'il peut en tirer ?

S B : Aujourd'hui, tout le monde reconnaît que notre pays a enregistré d'importants progrès. Cependant des défis restent à relever et le défi majeur pour être éligible au Compact consiste à garder le cap des réformes et pour cela notre pays est en bonne voie. Cette semaine l'Assemblée a adopté la loi sur l'accès à l'information et à la documentation publiques, la loi sur la commission nationale des droits de l'homme a été révisée pour rendre cette commission plus efficiente ; On a par ailleurs un texte

(Suite à la page 9)

« L'élection du Togo au programme Threshold est une performance réalisée sous l'impulsion du chef de l'Etat »

« Les réformes en matière de droits politiques et libertés civiles, etc. indiquent que l'on peut investir sans risques »

DEDE ONA MIENSO, MANAGER DE HOLDING EXPRESSIA : DÉCOLLAGE EN DOUCEUR POUR UNE AGENCE DE VOYAGE AMBITIEUSE

Se faire une place dans l'univers fermé et impitoyable des agences de voyages peut parfois relever du rêve impossible. C'est pourtant sur cet étroit sentier que s'est engagée la Holding Expressia, une jeune entreprise togolaise. Rencontre avec Dede Ona Mienso, son manager qui nous parle d'une singulière expérience d'entrepreneuriat.

Sa formation de développeur d'application la prédisposait plus à la conception de logiciels qu'à d'autres prouesses dans les méandres de l'univers informatique. La déclinaison vers sa profession d'aujourd'hui se fera par le truchement d'une rencontre avec un directeur d'agence, partenaire de la boîte de communication pour laquelle elle travaillait jusqu'alors. Formation aux subtilités de la gestion d'une agence de voyage, agrément du Ministère du tourisme, les séquences de ce parcours s'enchaînent jusqu'à la création en octobre 2011 de la Holding Expressia, l'agence dont Dede Ona Mienso est le manager enthousiaste aujourd'hui. Quatre ans après ce saut dans l'inconnu, elle ne regrette pas ce choix. « Quand on a des partenaires, gérer une agence de voyage est une activité intéressante », nous confie-t-elle.

« Notre challenge aujourd'hui, c'est

d'aller à la conquête des marchés de notre pays »

Le rôle d'une agence de voyage consiste à être l'intermédiaire entre les clients et les compagnies aériennes, la première étant supposée plus disponible et proche des clients. « C'est ce qui fait notre force. Quand un partenaire achète un billet et qu'il veut changer l'horaire du vol alors que le siège des compagnies est fermé à 17h il a des difficultés. Grâce à notre plateforme dénommée H24, nous sommes là, on fait le travail nécessaire pour servir ce partenaire 24h/24 ».

Faire ses preuves et mériter la confiance des clients.

La jeune et dynamique équipe de Holding Expressia, ne demande qu'à faire ses preuves et à mériter la confiance de ses clients. Bien que le marché de l'agence de voyage soit restreint au Togo, il est encore monopolisé par

des structures étrangères à qui les autorités du pays préfèrent s'adresser. « Nous avons des concurrents étrangers qui nous prennent des marchés au niveau des instances du pays alors que les nationaux sont défavorisés », confie Mme Mienso. « Notre challenge aujourd'hui, c'est d'aller à la conquête des marchés de notre pays. Nous en sommes fiers parce qu'il y a certaines institutions qui nous renouvellent leur confiance », assure-t-elle.

Le Manager de Holding Expressia

veut élargir le champ d'action de ses activités. Pour cela elle entend corriger cette mentalité togolaise qui veut, quand on parle de voyage, penser en priorité à sortir du pays. C'est pourquoi, la découverte des sites nationaux, constitue un des enjeux majeurs pour l'agence de voyage en ce moment. Un petit clin d'œil en guise de recommandation à une jeunesse en mal de repères professionnels ? « J'ai toujours rêvé d'être chef d'entreprise.

J'ai suivi une formation de développement d'application, mais comme j'ai cette aptitude à aller vers mon prochain j'ai trouvé le secteur qui me permettait d'exceller dans ce que je sais faire le mieux : aller discuter avec les clients, leur proposer des solutions dans mon domaine. Il faut avoir un rêve et ne pas rester les bras croisés », témoigne Ona Mienso, en référence à une persévérance et à une passion d'un métier qu'elle exerce aujourd'hui avec énormément d'engouement.



Les meilleures affaires sont chez CFAO



Véhicule à faible
kilométrage

+15 mois de
garantie

20.500.000*
FCFA TTC

*Stock limité

 **CFAO MOTORS TOGO**

Bd Eyadema BP 332 Lomé
Tél. 22 23 31 00 - cfaotogo@cfao.com

DISTRIBUTEUR OFFICIEL



ENTRETIEN DES INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES: UN NOUVEAU CHALLENGE

✎ Essénam KAGLAN

Le Togo s'est lancé dans un vaste programme de réhabilitation et de construction des infrastructures depuis 2011 avec en toile de fond l'atteinte de l'émergence d'ici 2030. C'est ainsi qu'en 2013, et grâce à l'appui de ses partenaires, plus de 400 milliards F CFA ont été injectés dans le secteur routier, un montant augmenté au fil des années. Mais sans une bonne maintenance et entretien de ces biens, le pari des dirigeants risque de ne pas faire long feu. Quels moyens se donnent-ils pour la pérennisation de ces infrastructures routières ?

Pour le ministère des travaux publics et des transports, le développement d'un pays passe également par la disponibilité des infrastructures de transport. Les routes servent d'indicateurs de relance économique et de vitrine pour le pays. De fait, dans le cadre de la route d'intégration régionale Corridor Lagos-Abidjan, la voie reliant la frontière d'Aflao (Ghana), à celle de Hillacondji (Benin) a été complètement reconstruite et les travaux de rénovation de la route 'Nationale n°1' ont fortement progressé. De grands axes routiers de la capitale togolaise sont refaits. Les voies de la périphérie (Adidogomé, agoè, Baguida...) de Lomé ne sont pas laissées pour compte. Elles sont réhabilitées et aménagées avec de l'éclairage public. A l'intérieure du pays, on découvre des routes bien bâties.

Pour le revêtement du sol, le pavage et le bitumage sont les matériaux les plus utilisés. L'utilisation d'un de ces deux matériels dépend fortement des partenaires et de la distance que va couvrir la voie. Par exemple, le PURISE (Projet d'Urgence de Réhabilitation des Infrastructures et des Services Electriques) financé par le Banque Mondiale (BM) donne la priorité au pavage. « Les raisons sont issues du coût

qu'occasionne les travaux et l'entretien du pavé qui sont moins par rapport à celui qu'engendre le bitumage », explique le Responsable du secrétariat de suivi et évaluation du projet PURISE au TOGO, M. Johnson. Mais, « sur de longues distances, le bitumage est plus recommandé à cause des désagréments qu'engendrent les pavés notamment du point de vue des secousses et qui sont ressentis par le routier sur de longs kilomètres », ajoute-t-il. Cependant, quelque soit le matériel utilisé, sans un entretien adéquat, la durée de vie des routes est considérablement réduite.

La place de l'entretien

Le budget primitif de 2016 pour la ville de Lomé s'élève à 8.950.019.676 F CFA. Ce budget connaît une régression de 42% par rapport à celui de l'année passée. Cependant, conscient de l'importance de l'entretien des infrastructures routières, le montant accordé à l'entretien des voies et réseaux a connu un léger progrès de 1,6%. Ainsi, il passe de 3.085.000.000 à 3.135.000.000 F CFA. Le montant du balayage de la voie a quant à lui aussi connu une hausse de 50 millions. Cependant, le



Caniveau rempli de déchets

montant alloué à l'éclairage public est demeuré constant à 950.000.000 F CFA par rapport à 2015.

« La ville de Lomé dépense au moins 120 millions pour le balayage chaque mois. 100 millions proviennent de la Mairie et le reste du montant de la préfecture », indique, Aholou Cofi, Chef Projet (CSD-Grand Lomé).

Constat sur le terrain

« Le boulevard Malfakassa n'a pas été balayé depuis plus de trois mois », indique Adanou Amavi, chef des employés d'une des entreprises qui sous-traite avec la mairie et à qui est confiée cette route. En effet, l'axe n'est pas le seul à être confronté à la situation. En parcourant la ville de

Lomé, on observe des amas de sable et de déchets sur plusieurs sites à l'instar du grand contournement, le boulevard de la Victoire, le boulevard Houphouët Boigny... Les raisons qui expliquent ces manquements sont multiples. Pour ce qui concerne le non entretien du boulevard Malfakassa, les employés ont arrêté les activités à cause du non paiement de leurs salaires pour plus de trois mois. Pour les entreprises qui n'arrivent pas à honorer leurs parts du contrat avec la mairie, les raisons seraient liées aux coûts très faibles des engagements. « Si tu ne baisse pas considérablement le montant de ton offre, une autre personne obtient le marché. Malheureusement, avec toutes les charges, on ne peut pas respecter le SMIG ou assurer les employés au risque

de mettre la clé à la porte », témoigne un directeur d'entreprise. D'autre part, les retards dans le versement des fonds en provenance de la Mairie sont préjudiciables pour certaines sociétés qui n'ont pas de base financière assez solides. Par conséquent, les responsabilités sont partagées entre les acteurs.

Part de responsabilité de la population

Depuis l'année dernière, le gouvernement togolais met un accent particulier sur l'éducation de la population au civisme. La population togolaise a du mal à honorer les différentes taxes et redevances qui alimentent la caisse de la ville. D'après un employé de la Mairie, les redevances que doivent payer les occupants des boutiques aux bords des routes ne sont presque jamais payées. Par ailleurs, la Mairie a du mal à rassembler les fonds qui font tourner la ville et les mauvaises habitudes de la population à laisser toutes sortes de déchets sur les voies publiques et dans les caniveaux n'arrangent pas la situation.

Par conséquent, s'il n'y a pas d'amélioration dans les comportements de la population, et sans une meilleure gestion des infrastructures, la durée de vie des routes sera réduite de plus de deux quart de l'estimation initiale, a laissé attendre un technicien d'AGE-TUR-Togo. Avis est donc lancé à tous les acteurs.

STANISLAS BABA, MINISTRE CONSEILLER DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ET COORDONNATEUR NATIONAL DE LA CELLULE MILLENNIUM CHALLENGE ACCOUNT (MCA) :

(Suite de la page 7)

sur l'information relative au crédit, une feuille de route est arrêtée pour les élections locales.... Comme vous le voyez le Togo bouge ! Il est en marche vers la modernité.

Parlant des bénéfices à tirer d'un éventuel Compact, on note l'ouverture du marché, l'accroissement des investissements, la promotion du secteur privé, les opportunités de croissance, l'amélioration des conditions de vie des populations et la création d'un avenir meilleur pour les générations futures.

F I : Sous quel délai, estimez-vous le Togo en mesure d'atteindre ce programme ?

S B : Je ne saurais vous dire que notre pays sera éligible cette année ou l'année prochaine. Mais retenez simplement que nous le souhaitons

le plus tôt que possible et c'est à cela que les plus hautes autorités, le gouvernement et l'ensemble des acteurs travaillent et ils y attachent du prix.

F I : Rappelez-nous en quelques mots ce qu'est le MCC ?

S B : Cette question est la bienvenue pour faire un distinguo entre le MCC et le MCA. En effet, par MCC il faut entendre le Millennium Challenge Corporation, l'agence qui gère le fonds MCA qui est ici le Millennium Challenge Account. Au fait, le MCA est un fonds de développement bilatéral des Etats-Unis d'Amérique.

Il faut noter que c'est à la Conférence sur le développement durable à Monterrey (Mexique) en 2002 que le Président Georges W. BUSH a lancé un appel en faveur d'un nouveau contrat pour le développement global.

Pour concrétiser ce contrat, le Pré-

sident Bush a annoncé dans un discours en 2004 à la Banque interaméricaine de développement, l'augmentation de l'aide économique bilatérale américaine en créant une ligne budgétaire dénommée : le Millennium Challenge Account (MCA) en français « Compte des défis du Millénaire »

La gestion des ressources du Compte des Défis du Millénaire a été confiée au Millennium Challenge Corporation (MCC) qui est une agence gouvernementale indépendante des Etats-Unis d'Amérique. Elle est dirigée par un Directeur Général (actuellement une Directrice Générale, Madame Dana J. Hyde) et un Conseil d'Administration de 9 membres dont 5 du secteur public (Secrétaire d'Etat, Ministre des Finances, Représentant au Commerce, Administrateur USAID, PDG/MCC) et 4 du secteur privé nommés par le Président des

Etats Unis d'Amérique et confirmés par le Sénat.

Cette aide est destinée aux pays en développement qui démontrent leur engagement pour le développement économique et la lutte contre la pauvreté.

Ce financement couvre deux types de Programme de Réduction de la pauvreté :

- le Programme Seuil : c'est une initiative visant à accompagner les pays ayant réalisé d'importants efforts afin qu'ils puissent améliorer leurs indicateurs jugés faibles pour une qualification rapide au deuxième programme qui est le Compact. Ce programme s'étend sur deux ou trois ans avec un montant d'environ 5 à 60 millions de dollars US.

- le Programme Compact : il se réa-

lise sur une période de cinq ans et le montant de l'assistance peut atteindre environ 700 millions de dollars américains, selon la disponibilité des ressources votées par le Congrès américain et la nature du projet accepté par le Conseil d'Administration du Millennium Challenge Corporation.

Le Millennium Challenge Account finance les projets dans différents secteurs :

- Agriculture et irrigation ;
- Transport (routes, ponts et ports);
- Energie ;
- Approvisionnement en eau potable et assainissement ;
- Accès à la santé ;
- Développement des entreprises et de la finance ;
- Initiatives de lutte contre la corruption ;
- Droits et accès à la terre ;
- Accès à l'éducation, Etc.

FUNÉRAILLES-LIGHT :

A LOMÉ, LE LOW-COST S'INVITE AUX OBSÈQUES

Rupture des codes et des traditions. Les services funéraires, longtemps synonymes d'exhibitionnisme et de fastes dans la capitale togolaise, sont aujourd'hui réduits au service minimum. Se dire adieu rime désormais avec simplicité et sobriété. Radioscopie d'une révolution qui a creusé la tombe du bling-bling funéraire.

L'arrière-cour de la maison d'Adrien T. a des airs de musée. Il y a entassé les vestiges de ce qui a été une florissante entreprise de pompes funèbres : d'imposantes bâches empilées dans un coin de la cour côtoient de longues barres de fer et divers outils de montage d'appatams. Au fond, une impressionnante pièce montée de chaises blanches cache un amas de matériel d'électricité de sonorisation. Un fourre-tout qui ne donne, selon Adrien, qu'une vague idée des années glorieuses des enterrements en première classe. « On avait des commandes individuelles pouvant aller de quinze à vingt millions de francs CFA », se souvient celui dont le rythme de travail tournait autour de la dizaine de commandes par semaine. Aujourd'hui, pour ce septuagénaire, la période de vaches grasses n'est plus qu'un tendre souvenir. Les commandes se sont espacées, les cérémonies funèbres en grandes pompes ont fait place à des services-express et comme dans le cas d'Adrien, de nombreuses entreprises de pompes funèbres ont été obligées de réorienter leurs activités...ou de mettre la clé sous la porte.

Faste et indécence

Irruption du low-cost ou énième avatar de la crise économique, les funérailles-light se sont peu à peu imposés comme une tendance aux allures de modernité culturelle. Les cérémonies fastueuses n'ont pas entièrement disparu, mais se font rares. « Les familles respectent toujours autant leurs morts et ont envie de leur rendre un hommage solennel ; ce qui a essentiellement changé, c'est leur rapport au temps et à la dimension économique des obsèques », explique Koffi Tamakloe, anthropologue-chercheur à l'université de Lomé. Véritable enjeu de stratification sociale, les funérailles étaient, pour les loméens, l'occasion de déployer des ressources insoupçonnées d'ingéniosité dans le cadre d'un show-off sans limites. De la veillée funèbre du vendredi qui se transforme en festival folklorique, à la sortie de deuil sous forme d'agapes géantes le dimanche, rien n'était épargné au spectateur médusé. Entre-

temps, une mise en scène macabre a eu lieu le samedi. Cercueils personnalisés, réception à domicile, écrans géants de retransmission, buffets gargantuesques, chapelle ardente et service d'ordre loués à prix d'or sans oublier la petite fantaisie locale : un « comité de pleureuses » également payé rubis sur ongle pour donner de la larme au cas où le mort ne serait pas assez regretté, le ridicule et l'indécence n'étaient jamais loin... « Certains allaient même jusqu'à distribuer de l'argent pendant les obsèques », rappelle Venance qui a douze ans de collaboration dans une entreprise de pompes funèbres à son actif. Surtout qu'au lendemain de cette ripaille, on apprend quelques fois que l'addition est trop salée pour la famille du défunt, qu'elle se retrouve débitrice et pour longtemps sur la paille de ce fait. « On a souvent confondu la solennité de l'hommage aux défunts propre à nos sociétés avec cet étalage inconséquent de luxe et de faste », commente Koffi Tamakloe.

Reconversion au low-cost funéraire

Adieux en première classe lourds de conséquences pour des loméens aujourd'hui reconvertis aux vertus du low-cost funéraire. Exit le « m'as-tu vu » des appatams kilométriques et le clinquant des enterrements au prix fort. Rideau aussi sur le triptyque veillé funèbre-inhumation-sortie de deuil. Désormais, la sobriété est dans l'air du temps. Veillée funèbre au pas de charge avec un service religieux allégé dans une église vendredi soir, enterrement et salutations d'usage en classe éco samedi matin en guise d'épilogue pour des cérémonies sans ostentation. A l'aumônerie du CHU Sylvanus Olympio, la parole est également à la dépense-minimum : le corps du défunt est prélevé de la morgue et directement convoyé au cimetière après un culte catholique sommaire. « Tout se passe entre l'église et le cimetière », l'annonce est presque devenue banale ces derniers temps lors des veillées funèbres, comme pour rappeler aux nostalgiques d'une autre époque qu'un festin n'est pas au menu dans la maison



Les Obsèques en première classe ont du plomb dans l'aile

mortuaire. C'est là que s'agglutinaient autrefois amis de la famille, parents proches et éloignés du défunt, relations professionnelles et inconnus toutes catégories confondus. C'est là aussi que se met en place tout l'engrenage financier autour d'un mort qui n'en demandait pas tant. Alimentation des troupes, location de divers matériels, gestion des groupes folkloriques et des chorales et mise en place de la sortie de deuil, la logistique dans la maison mortuaire constitue le poste de dépense le plus important dans l'organisation générale des obsèques. « Sa mise

entre parenthèse dans le dispositif des funérailles caractérise assez bien le nouvel état d'esprit », confirme le révérend Paul Amenou au sortir d'un service funèbre. Désormais, le site n'est évoqué que de façon lapidaire dans les annonces sur les médias et sur les faire-part de décès. On s'y rend à la sauvette pour rencontrer ponctuellement un membre de la famille explorée et accessoirement pour des motifs qui n'ont plus rien à voir avec le rituel d'antan. A Lomé, on refuse de plus en plus de cocher la case « appatam » du protocole de devis soumis par les agences de pompes

funèbres. Autre signe des temps, la mention « ni gerbes, ni couronnes » est définitivement entrée dans le lexique des avis de décès. Sortie de secours pour les bourses modestes par le passé, les funérailles-light sont en passe de ringardiser le cérémonial en fanfare. « La différenciation sociale par le moyen des obsèques relève pratiquement d'un archaïsme aujourd'hui », précise Koffi Tamakloe qui pronostique une amplification du phénomène. Projection loin d'être farfelue au regard de la vitesse à laquelle il s'est imposé même chez les familles les plus aisées.

A partir du 1^{er} janvier 2016

EXIGEZ LA QUITTANCE SÉCURISÉE POUR PLUS DE TRANSPARENCE DANS LA COLLECTE MANUELLE DES RECETTES DE L'ÉTAT



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

Avez-vous déjà payé votre facture téléphonique ?



Les bons comptes font les bons amis.

- TOGO TELECOM procédera désormais à la **mise en réception automatique** de services des lignes ayant une facture impayée échue **après la date d'échéance** ;
- **Une suspension des services** s'effectuera par le même processus automatisé, à la date d'échéance de la deuxième facture impayée si la première n'est pas entièrement réglée ;
- Le cas échéant, TOGO TELECOM sera dans l'obligation d'ordonner **l'arrêt automatique** de la facturation sur les lignes après la date d'échéance de la **3^e facture** impayée ; la résiliation automatique du numéro de téléphone avec reprise des ressources pour les attribuer aux clients qui en ont besoin et **l'engagement des procédures idoines pour recouvrer les sommes dues**.



VLISCO : DOUBLE CÉLÉBRATION POUR HONORER LA FEMME

Fidèle à sa tradition, Vlisco est encore aux côtés des femmes cette année à l'occasion du mois de la femme. L'événement qui est à sa 4ème édition cette année coïncide avec les 170 ans de la marque. Le mois de la Femme Vlisco est placé sous le thème : « Les rêves se réalisent ».

Au cours d'une rencontre avec la presse au siège de la Vlisco African Company (VAC) Togo, le 02 Mars dernier, en présence de l'Ambassadrice Vlisco 2015, Madame Bossou-Soedjede, la responsable Communication & Marketing, Barbara Amouzou-Lokadi a décliné le programme de cette double célébration.

Ce programme a débuté le 12 mars par une activité sportive à l'intention de femmes togolaises. Le but est de sensibiliser les femmes togolaises sur la pratique du sport. Elle a été suivie d'une conférence débat pratique sur la santé communautaire avec les interventions de professionnels de la santé. Cette conférence débat a porté sur l'usage et les dangers des produits cosmétiques et ménagers dans les foyers. Il s'agit de conscientiser les femmes sur les dangers liés à l'utilisation quotidienne de produits de consommation courante et ainsi les amener à se poser des questions et susciter un changement d'habitudes.

D'autres activités ont été également organisées à l'intention et

au profit du personnel féminin de la V.A.C Togo et des partenaires Vlisco pour les mettre à l'honneur.

Ce n'est que dans la seconde moitié de cette année que se dérouleront les festivités marquant les 170 ans de la marque hollandaise. L'histoire de Vlisco est indéniablement liée à la femme africaine et particulièrement togolaise qui s'est appropriée les imprimés devenus identitaires et vecteurs de communication par excellence dans nos cultures.

C'est à ces femmes que Vlisco rend hommage de façon particulière cette année.

« Si Vlisco est un produit centenaire c'est grâce à ces femmes qui nous portent dans leurs cœurs, qui arborent nos motifs et couleurs et qui en font un trésor, un bijou, un patrimoine indescriptible », a souligné Mme Amouzou-Lokadi.

Elle a, par ailleurs, révélé que cette année, il n'y aura pas d'élection d'Ambassadrice Vlisco. Le mois de la Femme devient ainsi une biennale. Néanmoins, à l'occasion du mois de la Femme et pour



célébrer les 170 ans de la marque Vlisco, toutes les nominées des éditions précédentes auront à charge de conduire des projets sociaux qu'elles auront élaborés ensemble dans les domaines suivants :

- Santé et technologie
- Art et droit
- Entrepreneurat.

Madame Bossou-Soedjede, Ambassadrice Vlisco 2015, a quant à elle, présenté le bilan des projets

réalisés dans le cadre de son mandat. Les principales réalisations sont:

- Dons de kits scolaires et paiement des frais de scolarité à Zanguera, Apessito, Boloumodji et Tové
- Autonomisation de la femme à travers le don de moulins à Kpala et une formation en fabrication d'accessoires en perles à Lomé
- Campagnes de sensibilisation sur les grossesses précoces en milieu scolaire à Lomé, Bolou, Vogan

- Récompenses offertes à douze jeunes lycéennes dans le cadre du concours littéraire « sous le pagne le livre » du festival Filbleu-édition 2015

Madame Bossou-Soedjede s'est réjouie des actions accomplies au cours de son mandat avant de laisser entendre que tous les projets réalisés au cours de ce mandat auront une continuité.

VLISCO SENSIBILISE LES FEMMES SUR LA PRATIQUE DU SPORT ET LE BON USAGE DES PRODUITS COSMÉTIQUES

Un esprit sain dans un corps sain », ce dicton qui magnifie les vertus de la pratique de l'activité sportive est bien connu. Et Vlisco a souhaité encourager les femmes à se débarrasser sainement des calories par le sport.

Le sport développe la confiance en soi, une bonne condition physique et l'endurance. Il contribue à protéger contre la survenue de certaines maladies cardio-vasculaires, certains cancers notamment celui du sein chez la femme, à réduire le risque de diabète, facilite la stabilité de la pression artérielle. Il améliore également le sommeil, lutte efficacement contre le stress, la dépression...

Malgré cela, le sport est très peu pratiqué par les femmes. Un constat qui a poussé Vlisco African Company-Togo (VAC-Togo) à organiser à l'occasion de la 4ème édition du mois de la femme, un samedi sportif.

Placée sous le thème « bien-être et santé communautaire », cette acti-

vit a mobilisé une centaine de femmes au stade omnisport-terrain de basket-ball de Lomé pour une séance d'exercices de relaxation et de fitness.

L'éclat de la manifestation a été rehaussé par la présence de la Ministre des Affaires sociales, de la promotion de la femme, et de l'alphabétisation, Mme Tchabinandi Kolani Yentcharé. Elle a loué une initiative « utile dans la mesure où elle touche une problématique réelle en Afrique noire et dans notre pays ». La responsable Communication & Marketing de VAC-Togo, Barbara Amouzou-Lokadi, a expliqué les motivations de cette activité en direction des femmes. « Il est important de parler de santé parce que la femme qui est en bonne santé



Les femmes en plein exercice physique

a le temps de penser à son bien-être, c'est-à-dire à comment s'habiller, à se maquiller, à sortir. Donc avant de porter le pagne, on estime que parler de santé est très important », a-t-elle expliqué.

Après cette activité sportive, les femmes ont suivi des conférences-débats portant sur des thématiques à savoir : « cosmétiques et produits ménagers : usages et ef-

fets secondaires et cosmétiques et produits ménagers : alternatives saines ».

Le professeur Rose Koussaké, dermatologue, vénérologue et allergologue et M. Guy Sogoyou, homéopathe et médecin ayurvédique ont insisté sur les effets indésirables de ces produits. Des effets qui ont des réactions néfastes sur la santé et se manifestent le

plus souvent sous forme de réactions d'irritations, allergiques et survenant après exposition au soleil. Ils peuvent intervenir immédiatement ou de manière retardée après utilisation des produits.

Rappelons que le mois de la femme qui est à sa 4ème édition, coïncide cette année avec le 170ème anniversaire de Vlisco.

L'UNFPA REPENSE AUX SERVICES D'URGENCE HUMANITAIRE

✎ Essenam KAGLAN

A la fin de chaque année, le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) publie un rapport sur l'état de la population mondiale. « A l'abri dans la tourmente : un programme porteur de changements pour les femmes et les filles dans un monde en crise » est le thème du rapport 2015. Ce document de plaidoyer est une nouvelle vision de l'action humanitaire mise à disposition des décideurs.

Selon l'UNFPA, plus de Cnt millions de personnes ont actuellement besoin d'aide humanitaire. Un quart sont des femmes et des filles âgées de 15 à 49 ans. Les infections sexuellement transmissibles, y compris le VIH/Sida, les grossesses non désirées, les violences sexuelles et sexistes... sont les maux qui s'accroissent au niveau des couches vulnérables lors des crises (conflits armés, catastrophes naturelles). Dans ce document subdivisé en six chapitres avec quatre thématiques à savoir : risque, inter-

vention, résilience, avenir; la santé et les droits en matière de sexualité et de procréation doivent être au cœur de l'action humanitaire. La directrice des études de coopération, Womitso-Badohoun, trouve ingénieux la nouvelle formule que propose l'UNFPA. « A chaque fois qu'il y a crise, on privilégie surtout les besoins primaires : la nourriture, l'hébergement, les médicaments, l'eau..., mais, des solutions urgentes ne sont pas trouvées aux femmes et filles violentées, aux accouchements qui ont lieu en ces moments..., alors c'est intéressant



Remise du rapport 2015 au représentant du gouvernement Par Saturnin EPIE de l'UNFPA (A droite)

que le document propose à ce que les services de santé soient intégrés dans l'action humanitaire ».

Pour Saturnin Epié, Représentant ré-

sident de l'UNFPA-Togo, « le rapport souligne que ce n'est pas parce qu'il y a eu crises, conflits armés, catastrophes naturelles que les droits de

la femme et de la jeune fille doivent être bafoués. L'histoire démontre que les êtres humains n'arrêtent pas de se reproduire parce qu'un pays est dans une crise ».

Par ailleurs, la prévention des conflits armés et le renforcement des institutions en amont aux catastrophes tiennent aussi une place de choix dans cette nouvelle vision. Pour la réalisation de cet idéal, l'UNFPA travaille en collaboration avec les agences du système des Nations Unies, les organisations de la société civile, les gouvernements...

Rappelons que, loin d'être un programme d'action humanitaire, le rapport 2015 propose des composantes qui renforceront les programmes déjà existants.

PRISE EN CHARGE MÉDICALE DES JOURNALISTES : ACCORD TRIPARTITE CONAPP-AIMES AFRIQUE ET CLINIQUE INTERNATIONALE DR KODOM

✎ Arthur TCHAMDJA (Stagiaire)

Une convention tripartite de partenariat a été signée le 10 mars dernier entre le CONAPP (Conseil National des Patrons de Presse), l'ONG AIMES AFRIQUE (Association Internationale des Médecins pour la promotion de l'Education et la Santé en AFRIQUE) et la clinique internationale Docteur KODOM pour « donner l'opportunité, la chance aux patrons de presse d'avoir des soins de qualité à des prix préférentiels », selon le docteur MICHEL KODOM, président de l'ONG AIMES AFRIQUE.

Cette prise en charge est l'aboutissement des efforts de longue haleine du CONAPP pour couvrir un tant soit peu les professionnels des médias en l'absence d'un mécanisme institutionnalisé de couverture sanitaire. « nous avons mené une réflexion depuis l'installation du nouveau bureau du CONAPP en 2014 pour voir dans quelle mesure nous pouvons réaliser ou mettre en place un mécanisme qui permette la prise en charge médicale des frais de santé des membres du CONAPP. Plusieurs pistes sont en cours de réflexion mais d'ores et déjà, nous avons discuté, négocié et convenu une série de choses dont la signature de la présente convention », a déclaré Jean-Paul AGBOH, président du CONAPP.

La prise en charge concerne, pour un début, non seulement le patron de presse, mais également sa femme et deux de ses enfants. Les actes médicaux qui feront l'objet de la prise en charge sont, entre autres, les analyses de laboratoires, les consultations ou des opérations chirurgicales à des tarifs préférentiels et des bilans de santé annuels gratuits. La clinique internationale et



Echange de documents entre les responsables de la convention

l'ONG se sont par ailleurs engagées, envers le CONAPP, à constituer un pôle de praticiens dans le secteur médical, notamment les laborantins et les pharmaciens qui viendront s'associer à cette convention au bénéfice des membres du CONAPP.

Cependant, selon Jean Paul AGBOH, « la convention reste ouverte. Aujourd'hui, ce sont les membres du CONAPP qui en bénéficient, mais d'autres organisations existant dans la corporation ont la possibilité d'adhérer à cette convention, y compris les employés, dans les prochaines se-

maines ou dans les prochains mois ».

Cette convention permettra aux médias, en contrepartie, dans un cadre beaucoup plus formelle, « de participer aux activités de AIMES AFRIQUE, de faire la promotion de ses activités. Il s'agit donc d'une couverture médiatique de toutes les activités de l'ONG et ainsi vulgariser les idéaux de cette ONG qui est aujourd'hui la première ONG Africaine spécialisée dans les missions médico-chirurgicales humanitaires foraines », s'est confié le Docteur Michel KODOM.

PRESTATION DE SERMENT DES AGENTS DE L'OTR À LOMÉ

✎ Augustin NOUKAFOU

Le palais des congrès de Lomé a servi de cadre de prestation de serment des agents de l'OTR le 10 mars 2016. 430 agents de l'OTR servant dans les divisions impôts et douanes du Grand Lomé ont ainsi prêté serment devant le juge Joseph ALI. Les assermentés ont juré « de remplir leur fonction en toute impartialité, honnêteté et fidélité ».



Le siège de l'OTR

C'est l'aboutissement de la série de cérémonies de prestations de serment entamée par l'Office Togolais des Recettes sur toute l'étendue du territoire. En trois mois, l'OTR a organisé sept cérémonies devant les tribunaux de première instance des régions des Savanes, de la Kara, Centrale, Maritime et du Grand Lomé. A Lomé, deux audiences foraines se sont tenues les 9 et 10 mars dernier. Tour à tour, directeurs de services, chefs assistants juridiques et agents techniques ont clamé haut devant le tribunal leur engagement. Ces prestations de serment se situent dans le cadre du statut du personnel et du code des conduites et procédures de l'OTR. « Tout agent de l'office avant son entrée définitive en fonction prête serment devant une juridiction compétente », précise l'article 4 alinéa 2 du statut du personnel.

Comme leurs collègues, les 430 impétrants du 9 mars ont franchi une étape importante dans leur carrière professionnelle. C'était en présence de Philippe Ko-

kou TCHODIE, commissaire des services généraux de l'OTR.

Servir l'Office avec loyauté

« Vous avez désormais l'obligation de remplir votre mission comme cela se doit », a estimé Mawunou Placide-Clément, premier substitut du procureur de la République près du tribunal de première instance de Lomé. Les agents ont été renvoyés dans leurs fonctions avec la ferme mission de remplir loyalement les différentes tâches pour l'atteinte des objectifs de l'OTR.

La prestation de serment marque l'intégration définitive des agents à l'office. Elle fait suite au processus de recrutement, à l'adhésion au statut du personnel, au code de conduite et à la déclaration par les agents de leurs biens. D'autres cérémonies sont prévues au cours de l'année. L'OTR a pour mission de mobiliser les ressources de l'Etat en luttant contre la corruption, la concussion et la fraude fiscale.

LAURENCE MONTCHO : « JE RESTE COLLÉE À TOUT CE QUI CONCOURT À LA GLOIRE DE L'ÉTERNEL »

En pleine promotion de son sixième album, l'artiste de la chanson Laurence Montcho peaufine en même temps les festivités marquant ses 25 ans de carrière. Un programme dont elle donne ici les détails...

Focus Infos: Vous venez d'annoncer les festivités de vos 25 ans de carrière. Un quart de siècle, c'est beaucoup, n'est-ce pas?

Laurence Montcho : Tout d'abord je rends grâce au Seigneur pour ces 25 ans de bénédictions et de merveilles sans fin. 25 années de grâce surabondante, comme le souligne le titre de mon nouvel album actuellement en promotion. 25 ans de carrière, c'est beaucoup comme vous le dites, mais ça reste peu par rapport à ce qui reste à accomplir. J'ai été contrainte à marquer des pauses à cause de ma situation familiale. Mais à présent, je suis davantage libre et je peux consacrer plus de temps à mon plan de carrière pour la gloire de Dieu et le salut des âmes.

Focus Infos: Laurence Montcho, c'est tantôt du gospel, tantôt de la variété. Pourquoi cette inconstance ?

L.M.: Non, c'est peut-être une incons-

tance apparente. Moi je chante et j'ai toujours chanté l'amour du Seigneur. Je chante l'amour de la famille, l'amour de la patrie, l'amour de Jésus, l'amour des enfants abandonnés... N'oubliez pas que Dieu est amour, chanter l'amour c'est donc chanter Dieu. Je n'ai jamais vanté un thème de dépravation ou qui peut entraîner la déchéance de la jeunesse. Pas même pour des raisons commerciales, je reste collée à tout ce qui concourt à la gloire de l'Éternel. Là-dessus, je suis et je reste imperturbablement constante.

Focus Infos: Revenons aux festivités de vos 25 ans de carrière.

Quel est le programme à cette occasion ?

L.M.: Le programme s'étend dans le temps comme dans l'espace. Il va démarrer avec un culte pour la paix dans mon pays entre le 02 et le 03 avril, suivi d'un concert géant à Kara, cette ville qui m'a adoptée dès la sor-



tie de mon premier album en 1990, alors que j'étais encore lycéenne. Il y aura aussi un concours de chants à Aného, dans la préfecture des Lacs dont je suis originaire (Zalivé) et où j'ai commencé à fredonner des chants quand j'avais à peine 5 ans. Je me rappelle, mon maître d'école, monsieur Afanvi me trainait de classe en classe, pour que je chante devant les autres élèves. Je m'exécutais déjà à l'époque, sans trac et avec délectation.

Ensuite, par la grâce du Seigneur, je vais partir pour une tournée européenne. Je saisis ici l'occasion pour remercier tous qui se démèlent pour

organiser ma tournée promotionnelle en Europe ; Nickel de Bruxelles, Omer Satchivi, Junior Amoudjisson, Me Max Amegee, Joël Sabah et j'en oublie sûrement. Les dates vont être callées bientôt, mais déjà, je donne rendez-vous aux mélomanes de Bruxelles, le 09 mai prochain et à ceux de Paris, au Restaurant Le Plet's pour une soirée dédicace, aux amis de Gelsenkirchen en début du mois de mai.

A mon retour, il y aura un grand concert à Lomé avec la participation de nombreux artistes. Ce sera un rendez-vous d'adoration et de louanges à l'Éternel. Actuellement, je suis en tournée de promotion dans les

Eglises. J'en profite aussi pour remercier les hommes de Dieu suivant : pasteur national Praise Eboh et pasteur Christophe Gnaba de Winner Chapel International, Dr. Drah Mawuena du Ministère les Amis du Christ, et le Pasteur Vigil du Centre chrétien international chemin des rois. A l'occasion, je convie chacun à la rencontre avec son Dieu.

Focus Infos: Un dernier mot...

L.M.: Je saisis l'occasion pour remercier les autorités togolaises avec en tête le Président Faure Gnassingbé, pour le climat de paix et de concorde nationale qui prévaut. Je les convie à œuvrer sans relâche et dans la crainte de Dieu, au renforcement de ce climat. Je voudrais aussi féliciter le Chef de l'Etat pour ce début d'exécution des promesses faites aux artistes et l'encourage à faire davantage.

La culture est une richesse intarissable qu'on doit mettre au profit du développement. Je dis enfin un merci à l'ensemble de la presse togolaise pour son soutien qui dans mon cas a toujours été particulier.

“WE ARE HIP HOP”:

UN FESTIVAL POUR REDONNER DE L'ÉCLAT À UN GENRE MUSICAL

Wilfried ADEGNIKA

Revaloriser le hip hop au Togo : le lourde étendard sous lequel se décline la mission de jeunes regroupés au sein de GoodDreamz, une association culturelle. Pour y parvenir ils lancent « We Are Hip Hop » (WAHH), un festival fédérateur de plusieurs disciplines du Hip Hop.

« Parti d'un spectacle fédérant les divers genres artistiques du mouvement HIP HOP à la première Edition, WE ARE HIP HOP se présente aujourd'hui en festival de cultures HIP HOP international qui se déroule sur trois jours. » déclare Dove'nd Coordonnateur général de GoodDreamz. WAHH veut promouvoir la culture du HIP HOP et créer une industrie commerciale stable autour de cette dernière en démontrant une jeunesse responsable, émancipée et productive autour du mouvement. Impacter la formation et l'éducation des jeunes en est le leitmotiv. « Nous avons la conviction que le HIP-HOP libère, épanouit et forme la jeunesse » souligne le porteur de l'évènement. « Différents Mais Ensemble » est le slogan qui réunira autour des acteurs de l'évènement un public jeune de différents horizons auquel sont proposés des formations, un moment de détente et de divertissement avec des prestations scéniques de qualité. WAHH offre aussi aux acteurs hip-hop togolais l'occasion d'exprimer

leur talent et démontrer leurs différents potentiels. Cette culture, qui a inspiré plusieurs artistes togolais émergents, revient au premier plan de l'expression culturelle. Bref se veut une vitrine et une plateforme de formation et d'affaires aux acteurs de la scène hip-hop togolaise. Au-delà des scènes locales, les artistes seront programmés à l'échelle internationale.

Les trois dernières éditions de WAHH ont connu en moyenne une centaine de participants, 2000 spectateurs et la vente de 175 albums.

WAHH mars 2016

La 4e édition de WAHH, qui est la première de l'année se tiendra du 22 au 25 mars 2016 à l'Institut Français du Togo. Pour le promoteur de l'évènement cette quatrième édition grandit en niveau et développe une connotation internationale et pédagogique. « Nous ambitionnons de créer une industrie autonome et incubatrice



pour les artistes issus du mouvement HIP HOP grâce à la richesse culturelle brassée par le WAHH » s'enthousiasme Dove'nd.

Outre les ateliers de formation, le spectacle HIP HOP Live, l'exposition de street wear et la session de beat-streaming, la particularité de cette édition est la présélection de END of the Weak.

End of the weak

C'est en 2000 qu'est né Le End Of The Weak qui se traduit par « Fin des Faibles » dans l'arrière salle d'un restaurant du Lower East side à New York suite à la volonté de Dj Joey Tye d'offrir une scène où pourraient s'exprimer les nombreux talents de l'underground new yorkais. Il décide

donc de réunir trois mc's Big Zoo, Vice Verses et Prolific One afin qu'ils présentent un open mic hebdomadaire. Très vite l'open mic devient une référence dans la grosse pomme. En 2002 les membres de End of the weak regrettant l'esprit négatif que peuvent engendrer les battles mettent au point une nouvelle compétition pour vraiment tester les capacités d'un Mc. C'est à ce moment que Samuel Ebongue aka «Sammy Jackets», journaliste et passionné de hip hop découvre le concept lors du tournage du documentaire Live From New York et est séduit. Il propose alors aux fondateurs de l'exporter en France. Ainsi le End Of the Weak débarque le 7 mars 2004 en France, sous l'impulsion de Sammy Jackets et de Webbafied (premier vainqueur du Mc Challenge NY), puis à Londres. Le public et le milieu underground l'adopte immédiatement avec enthousiasme puisque les challenges affichent complet à chaque édition. EOW est présent à New York, Angleterre, France, Allemagne, Ouganda, Espagne, République Tchèque, Canada, Suisse, Italie, Belgique, Afrique du Sud et tout récemment en Indonésie.

Le concept

Le EOW est un challenge de MC participants (inconnus ou de renom) qui se déroule en 5 épreuves : le texte écrit où le MC pose 16 mesures (ou 1 minute) de son choix sur un instrumental au hasard ; l'a capella où le MC pose toujours 16 mesures (ou 1 minute) mais cette fois-ci sans instrumental ni accompagnement. L'improvisation ou Freestyle Bag où le MC part en improvisation et doit tirer 5 objets, un à un, au hasard d'un sac. Chaque objet mystère doit être incorporé dans l'impro, sur un instrumental de 2 minutes au hasard. Ensuite s'en suit l'épreuve de MC Versus Dj pendant laquelle sur 3 instrumentaux de styles et de tempos différents, le dj pitch la musique en accélérant de + en +, cut et break le son.

Le MC doit tenir son flow et la cadence, un véritable rodéo qui souvent se finit sur un instrumental qui n'est pas hiphop et enfin le Cypha Skills où sur un instrumental choisi au hasard, les MC's en équipe de 2 se font tourner le micro toutes les 4 mesures (x3 tours).



Souscrivez au **Forfait ADSL CHEZ NOUS**
de **1Mbps** à **34 000 F/mois**
et bénéficiez d'une connexion Internet Haut Débit en illimité !

**FORFAIT
ADSL
chez
nous**

l'essayer, c'est l'adopter !



**FORFAIT
ADSL
DECOUVERTE**

**FORFAIT
ADSL
DECOUVERTE
PLUS**

Jusqu'au 31 mars 2016

Souscrivez à l'**Offre Promo DÉCOUVERTE**
et testez la connexion Internet Haut Débit
de TOGO TELECOM

à partir de **15 000 F/mois**
Pour un volume de téléchargement de 5 Go et plus selon vos besoins.

Infos : Composez le 119 ou le 22 22 01 19 si vous appelez d'un autre réseau.

Groupe TOGO TELECOM

Infos N°153 | du 16 au 30 Mars 2016

À partir du 29 février



drive dentsu



Photo non contractuelle.

Consomme et gagne

moov promo conso

60 jours pour gagner 6 voitures !

Jouez avec Moov et gagnez des lots exceptionnels !
Jusqu'au 28 avril, consommez et vous aurez peut-être une chance de remporter des Smart TV, des téléphones, des réfrigérateurs et même l'une des superbes Nissan Qashqai 2016.

Pour participer, il vous suffit de recharger votre compte par carte, e-moov ou Flooz et d'atteindre votre objectif. Si vous l'atteignez, vous participez automatiquement au tirage au sort qui a lieu tous les 10 jours et à vous les cadeaux !

Pour connaître votre statut de consommation, tapez ***500#** sur votre mobile ou en envoyant un SMS avec le mot Moov au **5050**.

www.moov.tg | Service clients : 777 (gratuit) ou 9999 7777 (payant)